

Art. 7. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en tot verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen, bevestigd bij het decreet van 3 december 2020 houdende bevestiging van de besluiten van bijzondere machten genomen in het kader van het beheer van de gezondheids crisis in verband met COVID-19, worden de woorden "van de artikelen 1 en 2" vervangen door de woorden "van artikel 2".

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.
Namen, 16 december 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44712]

22 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 74 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1^{er}, § 1^{er};

Vu le rapport du 3 décembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020 ;

Vu l'avis 68.470/2 du Conseil d'État, donné le 17 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la communication de la Commission relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'état visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, section 3.8 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et temporaires ;

Considérant l'existence d'une deuxième vague du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Vu l'urgence motivée par le fait que la deuxième vague de la crise sanitaire du COVID-19 a un impact majeur sur la santé et la vie en Région wallonne ;

Qu'il est nécessaire de trouver au plus vite des solutions qui permettent de répondre à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 via, notamment, la fabrication des produits nécessaires pour faire face à la flambée de l'épidémie ;

Qu'il a été tenu compte de l'objectif commun poursuivi par ce dispositif et son effet positif envers la lutte contre la crise d'urgence sanitaire provoquée la COVID-19 ;

Qu'il est important de pouvoir aider financièrement au plus vite les entreprises capables de fabriquer de tels produits afin de leur donner les moyens de réagir au plus vite ;

Qu'il convient dès lors de pouvoir verser la prime à l'investissement dans les meilleurs délais et que l'urgence est donc justifiée ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° l'entreprise : la micro, la petite ou la moyenne entreprise ainsi que l'entreprise qui ne correspond pas aux effectifs et montants financiers de la définition des micros, petites et moyennes entreprises visées aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, à l'exception des personnes morales de droit public et des associations sans but lucratif ;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie et les PME dans ses attributions ;

3° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche.

Art. 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre, ou le fonctionnaire délégué à cette fin, peut octroyer jusqu'au 30 juin 2021 inclus au plus tard, selon les modalités qu'il détermine, une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 à l'entreprise qui :

1° possède une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique en Région wallonne ;

2° y réalise un investissement qui consiste en la fabrication de produits liés à la COVID-19 ;

3° a effectué un premier engagement juridiquement contraignant ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier, relatif à l'investissement visé au 2°, à partir du 1^{er} février 2020 ;

4° n'est pas une entreprise en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité ;

5° n'est pas en faillite, en dissolution ou en mise en liquidation volontaire ou judiciaire ;

6° réalise un investissement visé au 2° de minimum 50.000 euros ;

7° qui maintient son effectif d'emploi calculé sur l'année 2019 durant les années 2020 et 2021 ;

8° est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de leur activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

Les produits liés à la COVID-19 visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont les médicaments, les vaccins et les traitements médicaux pertinents, leurs produits intermédiaires, les principes pharmaceutiques actifs et les matières premières ainsi que les outils de diagnostic.

Le fonctionnaire délégué visé à l'alinéa 1^{er}, est le titulaire des fonctions suivantes au sein du Département de l'Investissement, pour prendre les décisions d'octroi, de refus et de liquidation des primes à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19, jusqu'à concurrence des montants suivants :

1° directeur général : 1.500.000 euros ;

2° inspecteur général : 1.000.000 euros ;

3° directeur : 700.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 3, doivent s'entendre comme les coûts d'investissement admissibles en cas d'octroi ou de liquidation d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19, visés à l'alinéa 2.

Le Ministre peut préciser la liste des produits liés à la COVID-19 visés à l'alinéa 2.

Art. 3. La prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 correspond à 50 % des coûts d'investissement admissibles liés à la fabrication de produits liés à la COVID-19 visés à l'article 2, alinéa 2.

La prime à l'investissement visée à l'alinéa 1^{er}, est limitée à 1.500.000 euros par entreprise.

La prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

La prime à l'investissement ne peut pas être octroyée si une autre aide régionale, fédérale ou européenne a déjà été octroyée pour les coûts visés à l'article 4, alinéa 2.

Art. 4. § 1^{er}. Les coûts d'investissement admissibles visés à l'article 3, doivent être portés en immobilisé et nécessaires à la fabrication des produits liés à la COVID-19 visés à l'article 2, alinéa 2.

Les coûts d'investissement admissibles portés en immobilisé sont :

1° l'aménagement et l'équipement de bâtiments ;

2° le matériel neuf, d'occasion ou reconditionné, et les coûts accessoires y afférents, nécessaire à la fabrication qui inclut le stockage et le transport ainsi que le conditionnement éventuel des produits énumérés à l'article 2, alinéa 2, fabriqués par le demandeur ;

3° les coûts liés aux essais de mise en service des nouvelles installations de production ;

4° les coûts liés à la certification des produits.

§ 2. Sont exclus, les investissements relatifs :

1° aux emballages consignés ;

2° au matériel, mobilier ou immobilier destiné à la location ;

3° au matériel d'occasion ou reconditionné acquis par l'entreprise à une entreprise liée au sens de l'article 3, § 3, de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité.

Art. 5. Les investissements visés à l'article 2, alinéa 2, doivent être impérativement achevés dans un délai de six mois à compter de la date d'octroi de la prime à l'investissement.

Sauf si le retard est dû à des facteurs indépendants de la volonté de l'entreprise, si le délai de six mois n'est pas respecté, l'entreprise est tenue de rembourser, par mois de retard, 25 % du montant de la prime à l'investissement octroyée.

Les investissements visés à l'article 2, alinéa 2, sont considérés comme achevés lors de la dernière facture émise au plus tard six mois après la date d'octroi de la prime à l'investissement.

Art. 6. Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit, au plus tard pour le 30 avril 2021, auprès de l'Administration un dossier sur base d'un formulaire type déterminé par le Ministre sur proposition de l'Administration.

Lors de l'introduction du dossier, l'entreprise doit fournir une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de leur activité et vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales conformément à l'article 2, alinéa 1^{er}, 8^o.

Les dossiers, sont traités par ordre d'entrée auprès de l'Administration et le montant de la prime à l'investissement est calculé conformément à l'article 3.

Art. 7. L'entreprise introduit auprès de l'Administration, au plus tard trois mois après la dernière facture visée à l'article 5, alinéa 3, une demande de liquidation de la prime à l'investissement comprenant la preuve de la réalisation et du paiement de l'intégralité des investissements visés à l'article 2, alinéa 2.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 61, 5^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, en cas de non-respect des conditions du présent arrêté et des mesures qui en découlent, la prime à l'investissement n'est pas octroyée ou est remboursée en cas de fourniture, sciemment, par l'entreprise de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de ces renseignements sur le montant de la prime à l'investissement, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni ces renseignements.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/44712]

**22. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 74
über die Gewährung einer Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des Covid-19, Artikel 1 § 1;

Aufgrund des Berichts vom 3. Dezember 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 6. Dezember 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. Dezember 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 17. Dezember 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 68.470/2 des Staatsrats;

Aufgrund der Mitteilung der Kommission über den Befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, Abschnitt 3.8;

In Erwägung des Artikels 191 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, in dem das Vorsorgeprinzip bei der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise und der aktiven Vorbereitung auf die Möglichkeit solcher Krisen verankert ist; in der Erwägung, dass dieses Prinzip voraussetzt, dass es, wenn eine ernste Gefahr mit hoher Wahrscheinlichkeit eintreten wird, den Behörden obliegt, dringende und zeitweilige Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der zweiten Welle des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In der Erwägung, dass es zur Verlangsamung und Begrenzung der Ausbreitung des Virus notwendig ist, unverzüglich die empfohlenen Maßnahmen anzuordnen, die sich unter dem Gesichtspunkt der öffentlichen Gesundheit als unerlässlich erweisen;

Aufgrund der Dringlichkeit, dadurch begründet, dass die zweite Welle der COVID-19-Gesundheitskrise einen schwerwiegenden Einfluss auf die Gesundheit und das Leben in der wallonischen Region hat;

Dass es notwendig ist, so schnell wie möglich Lösungen zu finden, um die COVID-19-Gesundheitskrise zu bewältigen, einschließlich mittels der Herstellung von Produkten, die zur Bewältigung des Ausbruchs der Epidemie erforderlich sind;

Dass dem mit diesem Mechanismus verfolgten gemeinsamen Ziel und seiner positiven Wirkung auf die Bekämpfung der durch das COVID-19-Virus verursachten gesundheitlichen Notlage Rechnung getragen wurde;

Dass es wichtig ist, den Unternehmen, die in der Lage sind, solche Produkte herzustellen, so schnell wie möglich finanziell helfen zu können, um ihnen die Möglichkeit zu geben, so schnell wie möglich zu reagieren;

In der Erwägung, dass die Investitionsprämie so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte und dass die Dringlichkeit daher gerechtfertigt ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Unternehmen: das Kleinst-, kleine oder mittlere Unternehmen sowie das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl und finanzielle Beträge nicht der Definition von Kleinst-, kleinen und mittleren Unternehmen entsprechen nach Artikel 2 und 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, mit Ausnahme der juristischen Personen öffentlichen Rechts und der Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die KMU gehören;

3° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister, nach von ihm bestimmten Modalitäten, oder der zu diesem Zweck beauftragte Beamte bis spätestens einschließlich 30. Juni 2021 eine Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte dem Unternehmen gewähren, das:

1° eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besitzt;

2° dort eine Investition tätigt, die in der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte besteht;

3° ab dem 1. Februar 2020 und in Bezug auf die in Ziffer 2 genannte Investition eine erste rechtsverbindliche Verpflichtung oder eine andere Verpflichtung geleistet hat, durch welche diese Investition nicht rückgängig gemacht werden kann, je nachdem, was als erstes eintritt;

4° am 31. Dezember 2019 kein Unternehmen in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

5° keinen Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation erleidet;

6° eine Investition im Sinne von Ziffer 2 in Höhe von mindestens 50.000 Euro tätigt;

7° während den Jahren 2020 und 2021 seine Beschäftigtenzahl von 2019 aufrechterhält;

8° den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, sowie den steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen genügt.

Die COVID-19-relevanten Produkte im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 sind relevante Medikamente, Impfstoffe und medizinische Behandlungen, ihre Zwischenprodukte, aktive pharmazeutische Wirkstoffe und Rohstoffe sowie Diagnoseinstrumente.

Der in Absatz 1 genannte beauftragte Beamte übt innerhalb der Abteilung Investitionen eines der folgenden Ämter aus, um Entscheidungen in Sachen Gewährung, Ablehnung und Auszahlung der Investitionsprämien zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte zu treffen, die den nachstehenden Höchstbeträgen entsprechen:

1° Generaldirektor: 1 500 000 Euro;

2° Generalinspektor: 1 000 000 Euro;

3° Direktor: 700 000 Euro.

Die in Absatz 3 genannten Beträge verstehen sich als zulässige Investitionskosten bei der Gewährung oder Auszahlung einer Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte im Sinne von Absatz 2.

Der Minister kann die Liste der COVID-19-relevanten Produkte im Sinne von Absatz 2 festlegen.

Art. 3 - Die Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte entspricht 50% der zulässigen Investitionskosten im Zusammenhang mit der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte nach Artikel 2 Absatz 2.

Die Investitionsprämie nach Absatz 1 ist auf 1 500 000 Euro pro Unternehmen begrenzt.

Die Investitionsprämie zugunsten der Herstellung COVID-19-relevanter Produkte nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Die Investitionsprämie kann nicht gewährt werden, wenn für die in Artikel 4 Absatz 2 genannten Kosten bereits eine andere regionale, föderale oder europäische Beihilfe gewährt worden ist.

Art. 4 - § 1. Die zulässigen Investitionskosten nach Artikel 3 müssen als Anlagevermögen bilanziert werden, und zur Herstellung COVID-19-relevanter Produkte nach Artikel 2 Absatz 2 erforderlich sein.

Die als Anlagevermögen bilanzierten zulässigen Investitionskosten sind:

1° die Einrichtung und Ausrüstung von Gebäuden;

2° neues, gebrauchtes oder wiederaufbereitetes Material, sowie die damit zusammenhängenden Nebenkosten, das für die Herstellung erforderlich ist, einschließlich der Lagerung und des Transports sowie der etwaigen Verpackung der in Artikel 2 Absatz 2 genannten, vom Antragsteller hergestellten Produkte;

3° die Kosten für die Inbetriebnahmeversuche der neuen Produktionsanlagen;

4° die Kosten in Verbindung mit der Zertifizierung der Produkte.

§ 2. Ausgeschlossen sind die Investitionen, die sich auf Folgendes beziehen:

1° mit Pfand belegte Verpackungen;

2° Ausrüstungen, bewegliche und unbewegliche Güter, die für die Vermietung bestimmt sind;

3° gebrauchtes oder wiederaufbereitetes Material, das das Unternehmen von einem verbundenen Unternehmen im Sinne von Artikel 3 § 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union erworben hat.

Art. 5 - Die Investitionen nach Artikel 2 Absatz 2 müssen unbedingt innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der Gewährung der Investitionsprämie abgeschlossen sein.

Wird diese Frist von sechs Monaten nicht eingehalten, so hat das Unternehmen für jeden Monat der Verspätung 25 % des Betrags der gewährten Investitionsprämie zurückzuzahlen, es sei denn, die Verspätung ist auf Faktoren zurückzuführen, die das Unternehmen nicht zu vertreten hat.

Die Investitionen nach Artikel 2 Absatz 2 gelten als abgeschlossen, wenn die letzte, spätestens sechs Monate nach dem Datum der Gewährung der Investitionsprämie ausgestellte Rechnung vorliegt.

Art. 6 - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen spätestens zum 30. April 2021 eine Akte, die auf einer vom Minister auf Vorschlag der Verwaltung erstellten Standardvorlage beruht, bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Akte muss das Unternehmen eine ehrenwörtliche Erklärung vorlegen, in der bescheinigt wird, dass das Unternehmen den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, sowie den steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Vorschriften und Regelungen gemäß Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 8 genügt.

Die Akten werden in der Reihenfolge ihres Eingangs bei der Verwaltung behandelt und der Betrag der Investitionsprämie wird gemäß Artikel 3 berechnet.

Art. 7 - Spätestens drei Monate nach der letzten Rechnung im Sinne von Artikel 5 Absatz 3 reicht das Unternehmen einen Antrag auf Auszahlung der Investitionsprämie bei der Verwaltung ein; dieser Antrag enthält den Nachweis der Durchführung und Zahlung der Gesamtheit der in Artikel 2 Absatz 2 Investitionen.

Art. 8 - Im Falle, wo die Bedingungen des vorliegenden Erlasses und der sich aus ihm ergebenden Maßnahmen nicht erfüllt werden, wird die Investitionsprämie unbeschadet von Artikel 61 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten nicht gewährt bzw. zurückgezahlt, wenn das Unternehmen absichtlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag der Investitionsprämie auch gewesen sein mag, dies unbeschadet der Strafverfolgungen, die für die Personen gelten können, die diese Angaben mitgeteilt haben.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Dezember 2020

PHILIPPE

Par le Roi :

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44712]

22 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 74 betreffende de toekenning van een investeringspremie voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door Covid-19, artikel 1, § 1;

Gelet op het verslag van 3 december 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op advies nr. 68.470/2 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de mededeling van de Commissie in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijd verspreide COVID-19 epidemie, afdeling 3.8;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en tijdelijke maatregelen aan te nemen;

Gelet op de het bestaan van een tweede golf van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;
Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de sanitaire crisis COVID-19 de gezondheid en het leven van de Waalse bevolking hard treft;

Overwegende dat het nodig is zo spoedig mogelijk oplossingen te vinden om de beheersing van de gezondheids crisis COVID-19 te handhaven, met name via de vervaardiging van de producten waarmee het oplakken van de epidemie kan worden bestreden;

Overwegende dat rekening is gehouden met het gemeenschappelijk doel nagestreefd door huidige regeling en het positief effect ervan op de bestrijding van de sanitaire noodtoestand te wijten aan COVID-19;

Overwegende dat het belangrijk is de ondernemingen, die bij machte zijn zulke producten te vervaardigen, financieel bij te staan om ze van de middelen te voorzien om zo snel mogelijk te kunnen reageren;

Dat de investeringspremie daarom zo snel mogelijk moet kunnen uitgekeerd worden, en de dringende noodzakelijkheid dus verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° onderneming : de micro-onderneming, de kleine of middelgrote onderneming en de onderneming die niet overeenstemt met de personeelsaantallen en financiële bedragen uit de begripsomschrijving micro-onderneming, kleine en middelgrote onderneming als bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, uitgezonderd de publiekrechtelijke rechtspersonen en de verenigingen zonder winstgevend doel;

2° Minister : de Minister bevoegd voor Economie en kmo's;

3° de Administratie : de "Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek).

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister of de daartoe afgevaardigde ambtenaar tot en met 30 juni 2021 uiterlijk, volgens de door hem bepaalde nadere regels, een investeringspremie toekennen voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19, aan de onderneming die :

1° die in het Waalse Gewest eigenaar is van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° er een investering verricht, bestaande uit de vervaardiging van producten in verband met COVID-19;

3° een eerste dwingende rechtsverbintenis of enige andere verbintenis heeft verricht die de investering onomkeerbaar maakt afhankelijk van de gebeurtenis die zich het eerst voordoet met betrekking tot de investering bedoeld in 2°, te rekenen van 1 februari 2020;

4° geen onderneming in moeilijkheden is op 31 december 2019 in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

5° niet in faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening verkeert;

6° een investering als bedoeld in 2° van minstens 50.000 euro uitvoert;

7° zijn werkgelegenheid berekend op het jaar 2019 op hetzelfde niveau aanhoudt in de jaren 2020 en 2021;

8° in orde is met de wettelijke bepalingen over de uitoefening van hun activiteit en met de wetgeving en reglementering inzake fiscaal recht, sociaal recht en milieurecht.

De producten in verband met COVID-19, als bedoeld in lid 1, 2°, zijn effectieve geneesmiddelen, vaccins en medische behandelingen, de tussenproducten ervan, de werkzame farmaceutische stoffen en de grondstoffen, alsmede de diagnosemiddelen.

De afgevaardigd ambtenaar, bedoeld in lid 1, is houder van volgende ambten in het Departement Investerings en om de beslissingen te nemen inzake toekenning, weigering en vereffening van de investeringspremies voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19, ter hoogte van bedragen als volgt :

1° directeur-generaal : 1.500.000 euro;

2° inspecteur-generaal : 1.000.000 euro;

3° directeur : 700.000 euro.

De bedragen als bedoeld in lid 3 dienen te worden verstaan als toelaatbare investeringskosten bij toekenning of vereffening van een investeringspremie voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19, als bedoeld in lid 2.

De Minister kan de lijst producten in verband met COVID-19, als bedoeld in lid 2, nader bepalen.

Art. 3. De investeringspremie voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19 stemt overeen met 50% van de toelaatbare investeringskosten in verband met de vervaardiging van producten in verband met COVID-19, als bedoeld in artikel 2, lid 2.

De investeringspremie als bedoeld in lid 1 is beperkt tot 1.500.000 euro per onderneming.

De in het eerste lid bedoelde investeringspremie voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19 kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De investeringspremie kan niet worden toegekend als er reeds andere gewestelijke, federale of Europese steun is toegekend voor de kosten als bedoeld in artikel 4, lid 2.

Art. 4. § 1. De toelaatbare investeringskosten als bedoeld in artikel 3 dienen in de vaste activa te worden opgenomen en zijn noodzakelijk voor de vervaardiging van producten in verband met COVID-19 als bedoeld in artikel 2, lid 2.

De als vaste activa opgenomen toelaatbare kosten zijn :

- 1° het inrichten en uitrusten van gebouwen;
- 2° nieuw, tweedehands of herverpakt materieel, en de bijkomende desbetreffende kosten nodig voor de vervaardiging, daaronder inbegrepen de opslag en het vervoer en het eventueel inpakken van de producten vernoemd in artikel 2, lid 2, vervaardigd door de aanvrager;
- 3° de kosten in verband met de inbedrijfsnameproeven van nieuwe productie-installaties;
- 4° de kosten in verband met de certificering van producten.

§ 2. De investeringen zijn uitgesloten, verband houdend met:

- 1° de verpakkingen met statiegeld;
- 2° het materieel, het meubilair of de onroerende goederen die voor verhuur bestemd zijn;
- 3° tweedehands of herverpakt materieel aangekocht door de onderneming van een onderneming in de zin van artikel 3, § 3, van bijlage I bij Verordening (EU) nr 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 5. De investeringen als bedoeld in artikel 2, lid 2, dienen op dwingende wijze afgewerkt te zijn binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van toekenning van de investeringspremie.

Behoudens als de achterstand te wijten is aan factoren buiten de wil van de onderneming om, is de onderneming, bij niet-inachtneming van de termijn van zes maanden, verplicht om per maand achterstand 25% van het bedrag van de toegekende investeringspremie terug te storten.

De investeringen als bedoeld in artikel 2, lid 2, worden als afgewerkt beschouwd bij de laatste uitgaande factuur uiterlijk zes maanden na de datum van toekenning van de investeringspremie.

Art. 6. Volgens de nadere regels, als bepaald door de Minister, dient de onderneming, uiterlijk tegen 30 april 2021, een dossier bij de administratie in, gebaseerd op een type-formulier bepaald door de Minister op voorstel van de administratie.

Bij de indiening van het dossier dient de onderneming een verklaring op erewoord voor te leggen waaruit blijkt dat de onderneming in orde is met de wettelijke bepalingen over de uitoefening van haar activiteit en met de wetgeving en reglementering inzake fiscaal recht, sociaal recht en milieurecht overeenkomstig artikel 2, lid 1, 8°.

De dossiers worden in de volgorde van hun indiening bij de administratie behandeld en het bedrag van de investeringspremie wordt overeenkomstig artikel 3 behandeld.

Art. 7. De onderneming dient uiterlijk drie maanden na de laatste factuur als bedoeld in artikel 5, lid 3, een aanvraag in bij de administratie tot vereffening van de investeringspremie, omvattende het bewijs van de verwezenlijking en de betaling van de volledige investeringen als bedoeld in artikel 2, lid 2.

Art. 8. Onverminderd artikel 61, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid wordt de investeringspremie, bij niet-inachtneming van de voorwaarden van dit besluit en de daaruit voortvloeiende maatregelen, niet toegekend of teruggestort wanneer de onderneming bewust onjuiste of onvolledige informatie mededeelt, ongeacht het gevolg dat die informatie mag hebben op het bedrag van de investeringspremie, onverminderd de strafrechtelijke vervolgingen die van toepassing zouden zijn op de personen die zulke informatie mede zouden hebben gedeeld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 december 2020.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44711]

21 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 73 prolongeant temporairement la suspension de l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 29 octobre octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 ;

Vu la Nouvelle loi communale, article 135, § 2, alinéa 2, 5° ;

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, articles 7 et suivants et 94 ;

Vu le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, tel que modifié ;